



# le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES  
ISSN 0241 0494      Le 12 mai 2023      N° 495      PRIX : 0,60 Euro

---

---

## Côte d'Ivoire



Fête du 1<sup>er</sup> Mai à la Primature : salamaecs et « *dialogue social* » entre le pouvoir et les centrales, syndicales sur le dos des travailleurs.

## Faux amis des travailleurs mais vrais complices des capitalistes

- **Sommaire au verso**
- 
-

## Sommaire

### Éditorial

**Côte d'Ivoire** : faux amis des travailleurs mais vrais complices des capitalistes.

Pages 3 à 5 **Côte d'Ivoire**

▶ Ils disent merci au président !

▶ Ça sent la pourriture !

▶ Démolition de quartiers dits à risque, avec tout le mépris de la classe dirigeante.

▶ Les travailleurs du 5ème pont en grève.

▶ Les habitants s'organisent contre l'insécurité.

Page 5 **Sénégal** : mouvement de colère chez les agents municipaux et territoriaux.

Page 6 **Mali** : un caillou dans la chaussure d'Assimi Goïta.

Page 7 **Soudan** : la population prise en étau dans la guerre entre les galonnés.

Page 8 **Madagascar** : un riche venu se faire applaudir et livrer les secrets de son ascension.

Pages 9-10 : l'impérialisme français et ses anciens tirailleurs africains.

### Abonnement

**France** : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

**Autres pays** : nous consulter.

### Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

### Site internet:

[www.uatci.org](http://www.uatci.org)

## Éditorial

### **CÔTE D'IVOIRE : FAUX AMIS DES TRAVAILLEURS MAIS VRAIS COMPLICES DES CAPITALISTES**

*Comme tous les ans le jour du 1er mai, une cérémonie a été organisée par le gouvernement à l'attention des dirigeants des grandes centrales syndicales, Ugtci, Dignité, Fesaci, Humanisme et autres. Ce sont ces notables prétendument représentants des travailleurs, qui ont leurs entrées dans les couloirs ministériels. Ils viennent ce jour-là déposer leurs « doléances » en prenant soin de bien courber le dos et la tête pour montrer toute leur platitude devant les représentants de l'État et du patronat.*

*Les dirigeants au pouvoir et leurs compères syndicalistes veulent présenter les exploités comme de gentils capitalistes qui, dans leurs grandes mansuétudes, « donnent du travail » et un salaire à leurs bienheureux travailleurs. L'actuel Premier ministre Patrick Achi et consorts se présentent comme des gens soucieux du bien-être des travailleurs et des populations pauvres. Ils ne sont pourtant que de simples exécutants des intérêts capitalistes ; ce qui n'empêche pas que quelquefois, ils soient jetés eux-mêmes à la poubelle après usage. Gbagbo est bien placé pour le savoir !*

*Ces gens-là veulent surtout nous faire oublier que le 1er Mai a été durant des années une journée de lutte des travailleurs du monde entier pour la défense de leurs intérêts. Et c'est toujours le cas encore aujourd'hui dans bien des régions du monde. En tout cas, pour nous qui travaillons ici en Côte d'Ivoire, les raisons de lutter sont plus que jamais d'actualité.*

*D'abord, notre salaire est une misère, il nous permet à peine de sortir la tête hors de l'eau. C'est cette situation insupportable qui a poussé les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon à se mettre massivement en grève au mois d'octobre 2022 et à bloquer toutes les entreprises de cette zone durant au moins un jour. Ils revendiquaient un salaire minimum de 300 milles francs net par mois et la fin du travail journalier ! C'est d'ailleurs suite à cette grève que ces mêmes dirigeants syndicaux, le patronat et le gouvernement, se sont entendus pour augmenter le salaire minimum de 15.000 Fr qui est ainsi passé à 75.000 Fr. Ce fut une aumône comparée au coût de la vie, néanmoins il a fallu se battre pour que cette augmentation devienne effective ; ce n'est toujours pas le cas partout.*

*Le 1er ministre vient maintenant d'annoncer une augmentation générale des salaires comprise entre 9 et 18% selon les catégories, pour les autres travailleurs qui touchaient déjà 75 000 Fr ou un peu plus. Ce qui revient à une augmentation du*

*même ordre, autour de 15.000 Fr. Il est clair que les capitalistes et leurs mandants au pouvoir ainsi que leurs complices que sont les dirigeants syndicalistes, ne sont pas là pour sortir les travailleurs de leur misère et de leur pauvreté, mais bien de les y maintenir !*

*Les capitalistes ont l'habitude de prétendre que ce sont eux qui nourrissent les travailleurs et leurs familles mais c'est exactement l'inverse ! Par son travail, le prolétaire reproduit non seulement un équivalent de son salaire, mais aussi le profit qui engraisse le patronat et au passage, tous les parasites accrochés au pouvoir et dans les hautes sphères de l'appareil d'État, de même que ces dirigeants syndicalistes eux-mêmes auxquels les capitalistes concèdent*

*quelques miettes en échange de leur servilité.*

*Ici comme ailleurs dans le monde, les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de continuer à se battre pour lutter contre l'exploitation. Mais au-delà de nos luttes au quotidien, pour changer notre sort, nous les travailleurs avons aussi intérêt à nous organiser politiquement et nous donner comme objectif le renversement du système capitaliste. De par notre position dans l'économie, nous avons ensemble la force de mener ce combat. Nous sommes les seuls à pouvoir construire un monde plus juste débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme ! Nous n'avons que nos chaînes à perdre et un monde à gagner !*

## Côte d'Ivoire

---

### ILS DISENT MERCI AU PRÉSIDENT !

Lors de la cérémonie du 1<sup>er</sup> mai, les dirigeants syndicaux reçus à la Primature n'ont eu qu'un seul mot à l'endroit de Ouattara qui n'était d'ailleurs même pas présent : « merci » pour les 15.000 Fr accordés aux travailleurs.

Le dirigeant de Dignité, un certain Boga Dago a dit aussi merci pour les 50 millions qu'il a reçus pour la construction de son nouveau siège. De son côté, un certain Yves Kodibo de « l'Union nationale des travailleurs de Côte d'Ivoire » a exprimé sa reconnaissance pour le « sens élevé d'humanisme du Chef de l'État ».

Telles de vraies vermines, ils ont tous salué le « protocole d'accord » qu'ils ont signé l'année dernière pour l'instauration d'une « trêve sociale 2022-2027 » dans la fonction publique. Par cet accord, les dirigeants syn-

dicaux garantissent à l'État qu'ils feront tout pour qu'il n'y ait pas de grève dans la fonction publique.

Certains évoquent des « retombées déjà visibles » de ce protocole d'accord qui aurait permis au patron de Dignité de mettre de côté une somme de plusieurs dizaines de millions de francs. Pour ne pas être en reste, Soro Mamadou, le Secrétaire Général de la centrale Humanisme, a aussi ouvertement demandé une « assistance financière » pour l'achèvement et l'équipement de son siège social.

C'est à croire que le « dialogue social », ça paye bien pour ces minables serviteurs de la bourgeoisie qui ont le culot de se présenter comme des défenseurs des intérêts des travailleurs !

### ÇA SENT LA POURRITURE !

À l'approche des prochaines élections, Simone Gbagbo demande « pardon à la Nation et à tous ceux qui ont subi des souffrances ». Elle demande « l'amnistie » pour

tous les massacreurs durant la crise, notamment pour les dirigeants. Elle plaide aussi pour le retour de Soro Guillaume.

On a envie de lui répondre que pour son « pardon », qu'elle aille donc demander l'avis des femmes qui ont été violées à l'école de police quand elle-même était au pouvoir. Elle n'avait alors même pas eu un seul petit mot de compassion pour ces femmes, bien au contraire. Que diraient les familles de tous ces gens qui ont été brûlés vifs, tués, torturés ou enterrés dans la forêt de Yopougon ?

### **DÉMOLITION DE QUARTIERS DITS À RISQUE, AVEC TOUT LE MÉPRIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE**

Avec la nouvelle saison des pluies, les bulldozers sont déjà entrés en action à Attecoubé ce 11 mai et aussi dans d'autres bas quartiers où logent les travailleurs et les populations pauvres. Deux jours avant, lors d'une réunion avec les maires, le 1er Ministre a donné les instructions pour ces démolitions en déclarant que « tout ce qui doit être humainement fait pour protéger ou préserver des vies, nous le ferons ». Ce sont des paroles de menteurs !

Ces gens-là jettent des familles à la rue avec enfants et bagages, et ils ont le culot de prétendre qu'ils veulent préserver la vie de ceux qui se retrouvent du jour au lendemain dehors et sous la pluie !

Ce sont des centaines de familles qui se trouvent dans cette situation chaque année. Elles n'ont pas d'autres choix que d'habiter dans ce genre d'endroits dangereux et insalubres, tellement les loyers à Abidjan sont hors de portée des plus modestes.

Construire des logements convenables avec des loyers modestes où les plus pauvres

Évidemment, Simone Gbagbo s'adresse plutôt à ses semblables qui sont aujourd'hui au pouvoir et qui sont faits de la même eau qu'elle. Entre gens du même monde, ils sont faits pour s'entendre ... sauf quand les places se font rares et les candidats nombreux.

pourraient loger dignement avec leurs familles, est une nécessité vitale mais il ne faut pas trop compter sur ceux qui dirigent ce pays car leur préoccupation est toute autre. Espérons seulement qu'à force de taper sur les pauvres, ils finiront par récolter les fruits de la colère qu'ils méritent.



Des habitants en colère après la destruction de leurs habitations.

### **LES TRAVAILLEURS DU 5ème PONT EN GRÈVE**

Entre la corniche et la cathédrale Saint-Paul du Plateau, un pont dit à Hauban surplombe désormais un bout de la lagune Ébrié. Cela est censé être un chef d'œuvre appelé à devenir l'un des symboles d'Abidjan. Pourtant les ouvriers qui sont à pied d'œuvre pour sa réalisation sont traités comme des moins que rien. Ils font des journées de 10 h

pour un salaire de 5.500 Fr. Leurs conditions de travail sont pénibles, sous ce soleil de plomb. Ils ne sont pas déclarés à la CNPS et ne sont donc pas couverts en cas d'accident de travail. Ils ont fait une grève de 48 h pendant la dernière semaine du mois d'avril et réclament aussi une prime de fin de chantier car ce chantier est arrivé à terme.

Même sur les chantiers d'État, on voit que les capitalistes ont les mains libres pour pressurer les travailleurs. Rien d'étonnant,

les capitalistes et le gouvernement sont complices dans l'exploitation des travailleurs.

### LES HABITANTS S'ORGANISENT CONTRE L'INSÉCURITÉ !

An 2000 est un quartier qui jouxte la zone industrielle de Yopougon. Il est essentiellement habité par les travailleurs de la zone industrielle. Depuis un certain temps, ce quartier est en proie à une insécurité galopante.

Au départ, Les malfrats s'en prenaient essentiellement aux ouvrières qui se rendaient au travail ou à des vendeuses qui allaient chercher leurs provisions très tôt le matin. Ils n'hésitaient pas à les dépouiller de leur argent et de leur téléphone. Souvent quand ça tournait mal, certaines recevaient même des coups de couteau.

Ensuite, ce sont carrément des hordes de jeunes, armés de machettes et de couteaux, qui ont fait des descentes dans le quartier. Ils arrivent en courant, simulent des bagarres, sèment la zizanie et en profitent pour agresser et dépouiller tous ceux qu'ils rencontrent sur leur passage. À la moindre résistance, ils n'hésitent pas à user de leurs machettes et autres armes blanches.

La police a été alertée plusieurs fois, en vain. Mais quand ce sont les travailleurs qui font grève dans cette zone industrielle située juste de l'autre côté de la voie, les forces de l'ordre accourent tels des chiens de garde en grand nombre et en quelques minutes, au moindre appel de leurs maîtres.

Les habitants, voyant qu'ils sont abandonnés à leur sort, ont décidé de prendre leur sort en main. Ils se sont organisés pour défendre leur quartier en cas de nouvelles attaques.

Les microbes ne se doutant de rien, sont revenus sur les lieux de leurs attaques. Mais cette fois ci, grande fut leur surprise de constater qu'ils étaient attendus par les gens du quartier. Plutôt que de fuir, les gens étaient prêts à en découdre avec eux. La peur a du coup changé de camp et ce sont plutôt les microbes qui ont pris leurs jambes à leur cou. Depuis lors, il n'y a pas eu d'autres agressions mais les habitants ne baissent pas la garde pour autant.

Vivement une organisation similaire contre les capitalistes qui exploitent dans la zone ; ils sont tout aussi nuisibles et nous dépouillent chaque jour, non ?



Jeunes délinquants armés de machettes, appelés communément « microbes », arrêtés par la police. (Photo de 2014)

## Sénégal

### MOUVEMENT DE COLÈRE CHEZ LES AGENTS MUNICIPAUX ET TERRITORIAUX

Cela fait 4 mois que les 61 agents du service de nettoyage de la mairie de la ville de Thiès n'ont pas perçu leurs salaires. La mairie qui les emploie et la société privée FERA qui sous-traite avec la mairie se rejettent la balle et n'ont rien fait jusqu'à présent pour que les salaires de ces travailleurs soient

versés. Chacune des parties mise sur la patience des travailleurs et surtout sur la peur de se retrouver au chômage s'ils font trop de bruit autour de leurs revendications. Mais la patience a ses limites et les travailleurs ont fini par décider d'agir collectivement et menacent de se mettre en grève si la mairie et



l'entreprise FERA ne se mettent pas d'accord pour verser leurs salaires.

De leur côté, les agents des 4 collectivités territoriales de Thiès, (la ville de Thiès, Thiès-Est, Thiès-Ouest et Thiès-Nord) ont aussi menacé de se mettre en grève pour réclamer des augmentations de salaires. Déjà, le 12 avril dernier, ceux de Thiès-Ouest, ont observé un arrêt de travail suivi d'un sit-in devant la mairie. Munis d'un haut-parleur, ils ont expliqué leurs revendications et dénoncé le refus du maire de revoir leur salaire. Ils ne se sont pas encore mis en grève mais ont montré leur colère en s'habillant de couleur rouge. Si le maire continue de faire la sourde oreille, la couleur rouge des habits des agents va peut-être se transformer en drapeau rouge de la grève !

Les employés municipaux de la ville de Ziguinchor, réclament aussi des augmentations de salaire et ont entamé des mouvements de

grève et de protestation à peu près au même moment que ceux de Thiès. C'est un mouvement qui va peut-être faire tache d'huile dans d'autres grandes villes du pays à cause du coût de la vie qui ne cesse de grimper et des salaires qui ne suivent pas.



Des employés municipaux de la ville de Thiès faisant un sit-in devant la municipalité de leur ville le 12 avril 2023. Ils sont habillés de couleur rouge pour signifier leur mécontentement.

## Mali

---

### UN CAILLOU DANS LA CHAUSSURE D'ASSIMI GOÏTA

Assimi Goïta, le nouveau dictateur installé à Bamako depuis le putsch du 18 août 2020, veut jouer au démocrate. Il a besoin d'une nouvelle constitution qui lui donnerait la possibilité de prolonger son pouvoir « légalement » et de ne plus être appelé « président de la Transition » mais président tout court. En fait, il n'y a rien d'original dans cette démarche puisque deux galonnés arrivés par un coup d'État avant lui (Moussa Traoré puis Amadou Toumani Touré) ont procédé de la même façon.

Le référendum pour adopter cette énième constitution taillée sur mesure, devrait avoir lieu le 18 juin prochain mais cela ne se passe pas comme l'aurait souhaité l'actuel locataire du palais de Koulouba (le nom de la colline où a été construit le palais présidentiel, à Bamako). Le mot « laïcité » figurant dans le projet de Goïta donne des boutons aux imams et à une vingtaine d'associations qui s'alignent derrière eux. À l'image de l'imam Dicko, tête de file de la contestation

et partisan d'une république islamique, ces associations sont vent debout contre ce texte et exigent que le concept de laïcité soit rayé définitivement. Tous ces gens-là s'apprêtent donc à faire barrage au projet d'Assimi Goïta s'il est maintenu tel quel.

Assimi Goïta croyait peut-être que son référendum allait passer comme une simple formalité. Là, il est devant un choix : accepter de faire une petite concession aux imams et aux mouvements islamistes ou bien les faire plier par la force militaire. Mais s'il fait le choix d'utiliser la force, aura-t-il le soutien de l'armée pour aller à l'encontre des imams ? On verra.

En tout cas, les travailleurs et les petits payans n'ont aucun intérêt à soutenir l'un des deux camps. L'armée, qu'elle soit dirigée par Assimi Goïta ou par un autre, est et sera toujours un instrument de domination et d'oppression contre les travailleurs et les populations pauvres. Quant aux imams, ce

qu'ils veulent instaurer c'est une dictature tout aussi féroce que celle des militaires, mais basée sur des concepts moyenâgeux et profondément réactionnaires comme ceux des ayatollahs en Iran. Ils veulent une société où les femmes seront soumises et n'auront le droit que de procréer. Les deux camps sont des ennemis des travailleurs et de ceux qui veulent un monde sans exploitation et sans oppression.



Le 11 août 2020 à Bamako : l'imam Mahmoud Dicko prononçant un discours lors d'une manifestation contre le président IBK. Quelques jours plus tard, ce dernier fut renversé par Assimi Goïta.

## Soudan

### LA POPULATION PRISE EN ÉTAU DANS LA GUERRE ENTRE LES GALONNÉS

Depuis près d'un mois, le Soudan est ravagé par une guerre opposant deux clans militaires : celui du général Abdel Fattah Al-Bourhane, chef de la junte actuellement à la tête du pays, et celui d'un autre général, Mohammed Hamdan Daglo, son vice-président. Chacun veut diriger le pays pour mettre la main sur les caisses de l'État et se remplir les poches. Ils sont en train de plonger la population soudanaise dans l'horreur. On compte déjà officiellement plus de 750 morts, 5 000 blessés et plus de 900 000 déplacés et réfugiés.

La population de la capitale Khartoum et des grandes villes de province, est prise entre deux feux. Les maisons sont détruites par les tirs d'artillerie et les bombardements de l'aviation. Les hôpitaux déjà en piteux état, sont débordés et ne peuvent plus soigner les blessés. Les malades sont évacués sous les tirs d'armes automatiques et de roquettes. L'eau et l'électricité, qui ne fonctionnent que quelques heures par jour en temps normal, sont totalement coupées dans bien des quartiers. Quant à se nourrir, c'était déjà plus qu'aléatoire avec les pénuries et la hausse vertigineuse des prix, mais c'est désormais impossible, aucun chauffeur ne prenant le risque de ravitailler les rares épicerie

Environ 30 000 personnes, principalement ceux qui habitaient dans la région de Darfour, ont réussi à traverser la frontière du Tchad malgré les tracasseries imposées par les autorités militaires du dictateur de Ndjaména. Les réfugiés ont été parqués comme des parias dans des endroits où il n'y a même pas le strict minimum pour soulager leur détresse et les soigner.

Cela fait des années que la population soudanaise vit pratiquement en état de guerre permanente. Durant 30 ans, ce fut sous la terreur du régime dictatorial du général Omar el-Béchir. Celui-ci se croyait indébouloable mais après plusieurs mois de manifestations populaires et d'âpres combats de rue entre manifestants et forces de l'ordre, il a fini par être renversé.

C'est l'annonce du triplement du prix du pain en décembre 2018, conséquence d'un plan d'austérité imposé par l'impérialisme, qui a mis le feu aux poudres et fait exploser la colère accumulée. Aux revendications contre la vie chère se sont ajoutées celles de la liberté et de la fin de la dictature. Malgré la répression meurtrière, la population a tenu bon et les militaires ont fini par lâcher El Béchir en avril 2019. Cette pre

mière victoire du mouvement populaire n'a cependant pas réglé la question du pouvoir.

Les chefs militaires qui ont remplacé El Bé-chir n'ont jamais réussi à mettre fin à la contestation populaire. La population est restée mobilisée, elle a mis sur pied des comités de quartier qui organisent la lutte mais aussi la vie sociale et pallient les défaillances de l'administration. Cependant, ce sont les militaires qui ont gardé le pouvoir.

Le mouvement populaire est dirigé par une alliance d'organisations petite-bourgeoises (ingénieurs, avocats, médecins, professeurs, partis d'oppositions...), qui maintient l'illusion d'un compromis avec les militaires et d'une transition vers un régime civil démocratique. La classe ouvrière, bien que mobilisée, n'a pas un parti qui lui soit propre pour mener une politique indépendante lui permettant de prendre le pouvoir.

Sans un tel parti, les travailleurs, les petits paysans et la grande majorité des habitants des quartiers populaires ne trouveront aucune issue favorable à leurs intérêts de classe exploitée et opprimée. Que ce soit un nouveau galonné ou un civil qui prenne le pouvoir, ce sera toujours la dictature qui continuera.



11 mai 2023, à Koufroum (Tchad) : des réfugiés soudanais dans un camp improvisé près de la frontière du Soudan.

## Madagascar

### UN RICHE VENU SE FAIRE APPLAUDIR ET LIVRER LES SECRETS DE SON ASCENSION

Devant un parterre de plus de 700 étudiants et de jeunes entrepreneurs venus l'écouter, un richissime individu nommé Ylias Akbaraly a donné une conférence dans la ville d'Antsiranana pour étaler son prétendu savoir faire en matière d'enrichissement personnel. A la tête de la société familiale Sipromad et de quelques autres firmes à dimension internationale, il figure dans le top 5 des plus grandes fortunes d'Afrique subsaharienne et de Madagascar, selon le classement annuel publié par le magazine africain Forbes inspiré par son homonyme américain du même nom.

Ce monsieur a abreuvé son auditoire concernant son sens des affaires, sa capacité à sai-

sir les opportunités, son opiniâtreté etc..., toutes sortes de « qualités » dont il a le secret pour avoir réussi à gravir les échelons de son ascension sociale. Il n'a bien sûr pas du tout fait état des dizaines de milliers d'exploités qui triment dans ses établissements en Afrique, soumis à la famine, à la guerre, en tout cas aux salaires de misère comme à Madagascar.

Pour mettre fin à cette ignominie, les travailleurs auront à s'atteler à la tâche d'exproprier ce monsieur et ses semblables de leurs richesses. Il faudra établir la propriété collective des moyens de production et organiser la répartition des richesses entre tous.

**Les prolétaires n'ont pas de patrie**



## L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET SES ANCIENS TIRAILLEURS AFRICAINS

Le président français Emmanuel Macron a fait tout un cinéma en accordant à neuf anciens combattants d'origine sénégalaise, âgés de 85 à 96 ans, le droit de finir leurs jours auprès de leurs familles au Sénégal sans être obligés de rester six mois par an en France pour pouvoir percevoir leur allocation minimale de vieillesse d'un montant de 950 euros par mois. Ce geste a été présenté comme un cadeau présidentiel. Macron a rajouté une couche de paternalisme en accordant une aide financière pour les frais de voyage et de réinstallation de ces anciens tirailleurs dans leur pays d'origine.

Jusqu'ici, ni Macron ni ses prédécesseurs ne s'étaient jamais penchés sur le triste sort de ces anciens combattants africains qui croussaient dans des logements ne dépassant pas 15 mètres carrés et qui ne bénéficiaient pas des mêmes traitements que leurs frères d'arme français. Le mépris avec lequel l'État français les a traités illustre le type de relation que la France a entretenu et continue d'entretenir avec les populations de ses anciennes colonies.

La création d'un corps de tirailleurs dits « sénégalais » répondait initialement à un besoin d'effectifs pour les guerres coloniales tout au long du 19<sup>ème</sup> siècle en Afrique et à Madagascar. Dès 1830, la France a commencé à recruter des soldats dans ses colonies. Le décret créant formellement au Sénégal un corps d'infanterie indigène sous la dénomination de « tirailleurs sénégalais », date du 21 juillet 1857 sous Napoléon III. Ces soldats, qui venaient de toute l'Afrique noire, étaient souvent des « volontaires forcés » désignés par les chefs de villages qui se débarrassaient ainsi des gêneurs de toute nature. Leur effectif est passé de 1 000 en 1867 à 15 000 hommes en 1913. « L'Afrique nous a coûté des monceaux d'or, des milliers de soldats et des flots de sang. Mais les hommes et le sang, elle doit nous les rendre avec usure », affirmait alors Adolphe Mas-simy qui fut ministre de la Guerre et des Colonies entre 1911 et 1914.

Leur recrutement s'est fortement accru lors de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux y ont laissé leur vie. Certains ont été démobilisés à la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, d'autres envoyés dans les colonies (Indochine, Algérie, Madagascar, Cameroun, etc.) pour mâter les populations qui se révoltaient et réclamaient leur indépendance.



France, 1944 : Anciens prisonniers de guerre africains attendant leur rapatriement. Certains seront envoyés dans le camp de Thiaroye, au Sénégal, avant de rentrer dans leur pays d'origine.

Le mépris avec lequel l'État français traitait ses tirailleurs a fini par provoquer des révoltes et des mutineries. Celle de Thiaroye au Sénégal en novembre 1944 est la plus connue. Plus de 1 600 soldats africains (officiellement 1 280) issus de différentes colonies françaises d'Afrique (Sénégal, Dahomey (actuel Bénin), Soudan français (actuel Mali) Côte d'Ivoire, Oubangui Chari (actuels Tchad et Centrafrique), Niger, Gabon et Togo), étaient regroupés dans le camp de Thiaroye à une quinzaine de kilomètres du centre de Dakar avant de rentrer chez eux après avoir touché leur pécule. Mais le versement des primes de démobilisation et des arriérés de solde ont été arbitrairement diminués ou supprimés. Une mutinerie éclata, la répression fut sanglante. Officiellement l'armée française a reconnu 38 morts chez les insurgés, certains historiens parlent de plusieurs centaines de victimes.

C'est ainsi que l'État français remercia ceux qu'il avait utilisés comme chair à canon durant la guerre. La haine des populations contre le colonialisme n'a fait que se renforcer.

Aujourd'hui, Macron avec son discours paternaliste et hypocrite sur le passé coloniale

de la France, n'est en réalité que le continuateur de la politique impérialiste de l'État français. Les anciennes colonies sont devenues formellement indépendantes depuis plus de 60 ans, mais l'État français y est toujours présent avec ses hommes de paille et ses bases militaires pour défendre les intérêts des grands capitalistes français.



# Ce que nous voulons

## Ce que nous voulons

**R**egrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

**C**ontribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

**C**ombattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

**A**ssocier à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

**E**ngager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

**M**ettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

**V**eiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

**A**gir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir